DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN

du 10 mai 2011

sur la clôture des comptes du Collège européen de police pour l'exercice 2009

(2011/619/UE)

LE PARLEMENT EUROPÉEN,

— vu les comptes annuels définitifs du Collège européen de police relatifs à l'exercice 2009,

— vu le rapport de la Cour des comptes sur les comptes annuels définitifs du Collège européen de police relatifs à l'exercice 2009, accompagné des réponses du Collège ([1]),

— vu la recommandation du Conseil du 15 février 2011 (05892/2011 – C7-0052/2011),

— vu l'article 276 du traité instituant la Communauté européenne et l'article 319 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

— vu le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ([2]), et notamment son article 185,

— vu la décision 2005/681/JAI du Conseil du 20 septembre 2005 instituant le Collège européen de police (CEPOL) ([3]), et notamment son article 16,

— vu le règlement (CE, Euratom) n° 2343/2002 de la Commission du 19 novembre 2002 portant règlement financier-cadre des organismes visés à l'article 185 du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes ([4]), et notamment son article 94,

— vu l'article 77 et l'annexe VI de son règlement,

— vu le rapport de la commission du contrôle budgétaire et l'avis de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (A7-0150/2011),

1. reporte la clôture des comptes du Collège européen de police pour l'exercice 2009;

2. charge son président de transmettre la présente décision au directeur du Collège européen de police, au Conseil, à la Commission et à la Cour des comptes, et d'en assurer la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* (série L).

Le président	*Le secrétaire général*
Jerzy BUZEK	Klaus WELLE

([1]) JO C 338 du 14.12.2010, p. 137.
([2]) JO L 248 du 16.9.2002, p. 1.
([3]) JO L 256 du 1.10.2005, p. 63.
([4]) JO L 357 du 31.12.2002, p. 72.